

L'État dans les Pays de la Loire

Bilan 2018 des actions régionales

« L'État est aux territoires ce que la quille est à un bateau.

Lui-même à la recherche constante d'une performance qu'il promeut pour tous, il agit pour que celles et ceux qui créent de la valeur trouvent l'appui, les expertises et l'ingénierie qui leur sont nécessaires.

Jour après jour, quelles que soient les circonstances, ses agents ont à cœur d'incarner le service public dont ils sont fiers. Cette présentation vous en apporte la preuve. »

Claude d'Harcourt
Préfet de la région Pays de la Loire
Préfet de la Loire-Atlantique

L'État c'est
13 Mds€ en région

Investissement, fonctionnement, interventions : 3,9 Mds€

Salaires et pensions : 6,2 Mds€

Dotations aux collectivités territoriales : 2,9 Mds€



Véronique PY
DRFiP*



Emploi, travail et économie

Jean-François DUTERTRE
DIRECCTE*

L'État encourage le développement économique et accompagne les demandeurs d'emploi

La région des Pays de la Loire reste dynamique sur le plan économique : 23 000 emplois supplémentaires créés en 2018. La région connaît le plus faible taux de chômage de France avec 7,6 % contre 8,7 % en moyenne nationale.

Accompagnement des jeunes et des demandeurs d'emploi

En 2018, l'État a mobilisé 162 M€ pour accompagner les jeunes et les demandeurs d'emploi :

- 53 800 jeunes accompagnés
- 6 096 contrats parcours-emploi-compétences (PEC) et 4 771 postes en insertion
- 265 structures accompagnées dont 20 missions locales
- 2 798 travailleurs handicapés dans 53 entreprises adaptées

Le plan d'investissement dans les compétences (PIC)

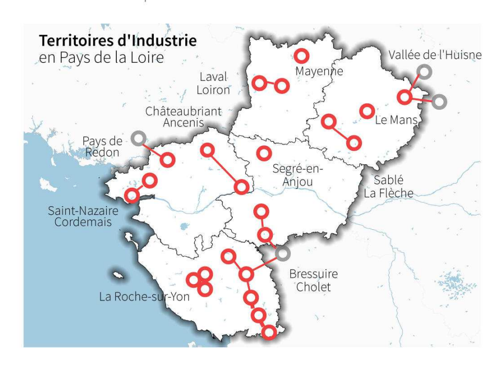
En Pays de la Loire, ce plan commun entre l'État et la Région a permis le développement de 6 837 formations supplémentaires pour demandeurs d'emplois et jeunes peu qualifiés. L'Etat se mobilise à hauteur de 30,7 M€.

Lutte contre le travail illégal

1 382 interventions dans le cadre de la lutte contre la fraude au détachement ayant conduit à 33 amendes administratives.

Territoires d'industrie

Pour les Pays de la Loire, onze territoires ont été retenus. ils seront accompagnés par la Région et l'État pour conforter la capacité de leur industrie.



Pôles de compétitivité

L'État poursuit son travail d'accompagnement des pôles de compétitivité pour qu'ils atteignent une dimension européenne. Quatre pôles de compétitivité sont basés en Pays de la Loire : EMC2, Atlanpole Biothérapies, ID4CAR et Végépolys.



L'État s'est de nouveau mobilisé en 2018 dans la défense des intérêts industriels stratégiques français au sein de STX à Saint Nazaire, redevenu «Chantiers de l'Atlantique»

Soutien aux difficultés des entreprises

L'État apporte des réponses aux difficultés des entreprises. Une centaine d'entreprises est accompagnée chaque année par le CRP (Commissaire aux restructurations et à la Prévention des difficultés des entreprises).

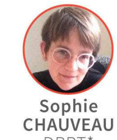
Le référent unique à l'investissement (RUI)

Le RUI accompagne les entreprises pour obtenir les autorisations de construire et d'exploiter, rechercher des compétences, obtenir des aides ...

Il a, par exemple, accompagné la société Alliance PR, spécialisée dans les pièces détachées pour l'automobile, dans son investissement de 5 M€ pour construire en Sarthe un bâtiment de stockage des livraisons aux clients. La société a déjà embauché une cinquantaine de salariés.



William MAROIS
RECTEUR



Sophie CHAUVEAU
DRRT*

Enseignement supérieur - Recherche et innovation

En finançant l'enseignement, la recherche et l'innovation dans les entreprises, l'État encourage la transition vers un nouveau modèle de développement

Santé du futur et industrie du futur - Lancement de l'I-Site NeXT

Doté de 39 M€ par l'ANR, le projet NeXT (Nantes Excellence Trajectory) a pour ambition de structurer le site universitaire nantais autour de deux thématiques, la santé du futur et l'industrie du futur, afin d'accroître la visibilité internationale de ce pôle universitaire associant l'Université de Nantes, l'École Centrale de Nantes, le CHU et l'INSERM.

Lancement du PIA3 régionalisé



Pour soutenir la compétitivité des entreprises ligériennes, l'État et la Région financent à parité, de 2018 à 2020, des projets innovants dans le cadre du Programme d'investissement d'Avenir – 3ème vague (PIA3) régionalisé. Une quinzaine de projets ont été labellisés en 2018 pour un montant d'aides global de 4 M€.

Connexion de Floatgen, la première éolienne flottante en France, au réseau électrique le 18 septembre 2018

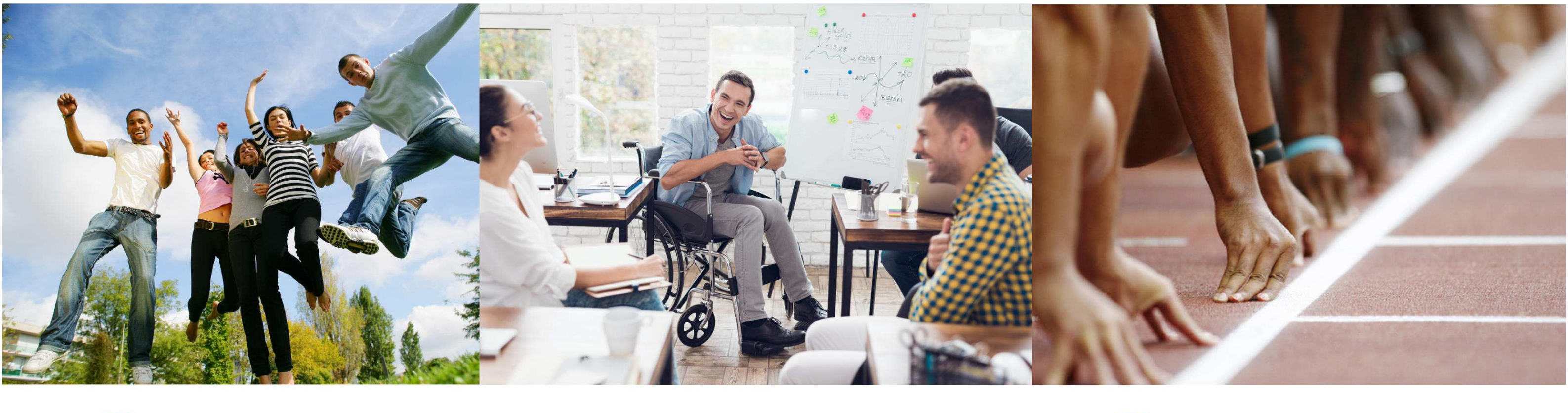
Installée sur le site expérimental SEMREV, plate-forme opérée par l'École Centrale de Nantes, et financée entre autres par l'Agence nationale de la recherche, Floatgen est soutenue par un consortium européen. L'État intervient à hauteur de 7,3 M€.



- **107 M€** de **crédits d'impôt** (recherche et innovation) pour les projets d'innovation des entreprises ligériennes.
- **Plus de 600 M€** en **dotations de fonctionnement** aux universités et écoles d'enseignement supérieur.

*DIRECCTE : Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ; DRRT : Délégation régionale à la recherche et à la technologie ; DRFiP : Direction régionale des finances publiques







Cohésion sociale, jeunesse et sport

Thierry PERIDY
DRDJSCS*

L'État renforce la cohésion sociale, notamment en faveur des jeunes, des personnes en situation de handicap et des publics vulnérables

JEUNESSE

Plus de 4 500 jeunes en situation de précarité sociale et financière ont bénéficié de la garantie jeunes pour les accompagner vers l'autonomie par l'emploi.

Plus de 4 000 jeunes se sont engagés en 2018 dans une mission de service civique, soit 20% de plus en un an.



SPORT



Avec 1 million de licenciés, 10 000 associations sportives et 566 sportifs de haut niveau, la région des Pays de la Loire se classe première région de France.

Le centre national pour le développement du sport (CNDS) a mobilisé près de 5 M€ pour soutenir le secteur sportif et ses 550 associations.

PUBLICS LES PLUS VULNÉRABLES

- 56 M€ pour l'hébergement et l'accès au logement des personnes en précarité, avec 6 000 places mobilisées et 600 places supplémentaires pour la période hivernale
- 6,6 M€ mobilisés sur les 11 contrats de ville sur les 46 quartiers prioritaires de la politique de la ville
- 111 structures régionales habilitées au titre de l'aide alimentaire
- 26 703 mesures de protection judiciaire subventionnées par l'Etat pour des mises sous tutelle et curatelle

Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté



L'État a lancé la stratégie de lutte contre la pauvreté avec trois grands principes : la prévention pour un système plus efficace et plus juste, l'universalité pour que chacun dispose des mêmes droits et l'accompagnement vers l'emploi.

Lancée en région le 17 décembre 2018, portée par les services de l'État, les collectivités, associations, et personnes concernées, sa mise en œuvre associera des usagers pour identifier les actions à mener.

Culture

Nicole PHOYU YEDID
DRAC*

L'Etat agit pour la valorisation du patrimoine, le soutien à la création et l'éducation artistique et culturelle, en veillant à l'équité territoriale

Abbaye de Fontevraud
La ministre de la culture a officialisé une donation à l'État de plus de 520 œuvres appartenant à M et Mme Cligman. Cette donation sera affectée à la Région pour être exposée à l'abbaye de Fontevraud dans un musée qui ouvrira en mars 2020.

Monuments Historiques
En 2018, l'État a mobilisé plus de 13 M€ pour la préservation et la valorisation du patrimoine ligérien, dont 10 M€ pour les monuments historiques.

Le 13 juin 2018 , le Président de la République a inauguré le musée national consacré à Georges Clemenceau à Mouilleron-en-Pareds (85), entièrement financé par l'État à hauteur de 3,4 M€.

L'Orgue de la cathédrale Saint-Julien du Mans a été restauré et inauguré en 2018 pour un montant de 900 k€ financés en totalité par l'État.

Les travaux de restauration du portail de la cathédrale Saint-Maurice d'Angers ont débuté le 25 mai 2018 avec un financement État de 500 k€.



Extension des horaires d'ouverture des bibliothèques
14 projets d'extension ont été soutenus dans la région, avec une dotation passant de 21 k€ à 581 k€ en un an pour faciliter l'accès à un public plus large.

Accès à la culture
8,5 M€ ont été mobilisés pour favoriser la démocratisation culturelle : soutien aux établissements d'enseignement supérieur culturel, accompagnement des projets en milieu scolaire portés par les collectivités locales et développement des actions en quartier politique de la ville, en milieu carcéral, hospitalier, etc.



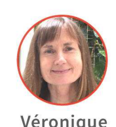
Logement

Annick BONNEVILLE
DREAL*

Une très bonne production de logements sociaux

- Près d'1 millard d'euros d'aides directes et indirectes au logement (y compris les aides à la personne dont les APL)
- 7 000 logements sociaux financés, soit le meilleur total depuis 2011
- 28 000 personnes intégrant un logement social dont 73 % n'étaient pas logées dans le parc locatif social auparavant





Égalité femmes hommes

Véronique TOMAS
DRDFE*

Grande cause du quinquennat

Pour mieux prendre en compte les femmes victimes de violences, des protocoles ont été signés dans les 5 départements pour mieux repérer les situations, conduisant à une forte augmentation des signalements.

La progression de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes est portée par le plan régional qui a permis de former plus de 600 professionnels, d'accompagner 359 femmes vers des métiers en tension. 62 % des entreprises ont un plan d'action en faveur de l'égalité.

Pour favoriser la création ou la reprise d'entreprises par les femmes, un plan d'action régional en faveur de l'entrepreunariat des femmes a réuni 19 partenaires, avec l'objectif d'atteindre 40 % d'entreprises créées par des femmes.

L'ensemble des actions en faveur de l'égalité a mobilisé 1 M€ de crédits État en région.

Un numéro d'écoute et d'information unique
*le **39.19** destiné aux femmes victimes de violences*

DRDJSCS : Direction régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale ; DREAL : Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ; DRAC : Direction régionale des affaires culturelles ; DRDFE : Direction régionale aux droits des femmes et à l'égalité



L'État soutient l'investissement des collectivités

L'État a mobilisé 103 M€ pour soutenir 1 240 projets d'investissement, essentiellement des communes rurales et périurbaines.

Cohésion des territoires

L'État accompagne le développement de tous les territoires en soutenant les investissements des collectivités



Jean-Christophe **BOURSIN**
SGAR*

LUTTE CONTRE LA FRACTURE NUMÉRIQUE

En 2018, l'Etat a signé à l'échelle nationale un plan d'investissements avec les opérateurs pour couvrir les zones mal desservies en téléphonie mobile

Téléphonie mobile

- 12 pylônes mis en service en 2018
- Les études ont été lancées pour la construction de 40 nouveaux pylônes.

Fibre optique

En 1 an, 120 000 logements et entreprises ont bénéficié d'un nouveau raccordement, faisant passer le taux de couverture en fibre optique de 17 % à 23 % dans la région.





Annick **BONNEVILLE**
DREAL*

MOBILITÉ

Accompagner le développement économique et favoriser les mobilités du quotidien

• Aéroport de Notre-Dame-des-Landes

Le 17 janvier 2018, plutôt qu'un transfert, le Gouvernement a décidé de privilégier un réaménagement de l'aéroport de Nantes Atlantique et une meilleure connexion ferroviaire aux aéroports parisiens, tout en restant particulièrement attentif aux nuisances sonores.

• Grand Port Maritime Nantes/Saint-Nazaire

L'État a poursuivi son soutien à la modernisation des infrastructures portuaires (quais renforcés, nouvelles voies extra-larges), à Saint-Nazaire et Montoir, pour répondre aux besoins logistiques des industriels de la construction navale et des énergies marines renouvelables.

L'État a participé au financement du nouveau Boulevard des Apprentis, inauguré le 6 juillet, près des Chantiers de l'Atlantique.

• Ferroviaire

Sur l'axe prioritaire entre Nantes et Paris, en plus des travaux réalisés sur fonds propres par SNCF Réseau, l'État a investi pour des travaux en gare d'Ancenis, sur le terminus technique, afin d'améliorer la circulation des trains sur le tronçon le plus fréquenté (130 trains /jours) entre Nantes et Angers.



• Routes

Le Gouvernement a acté un nouveau plan d'investissement autoroutier pour favoriser les mobilités du quotidien.

En Pays de la Loire, ce sont 73,5 M€ d'investissements nouveaux pour un échangeur d'accès au parc de développement économique de Laval-Mayenne (53), un échangeur au niveau de Connerré (72) et le doublement de la porte de Gesvres sur le périphérique de Nantes.

ACTION COEUR DE VILLE



En 2018, le Gouvernement a lancé le dispositif Action Coeur de Ville pour redynamiser des centres de villes moyennes autour de 5 thèmes: la mobilité, le commerce, l'habitat, l'aménagement urbain et les services. Un partenariat a été mis en place, pour accompagner les projets portés par les villes et leurs intercommunalités, avec la Banque des Territoires, Action logement et l'Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat.

Huit villes ont été retenues en Pays de la Loire : Chateaubriant, Saint-Nazaire, Cholet, Saumur, Laval, le binôme La Flèche - Sablé-sur-Sarthe, La Roche-sur-Yon, Fontenay-le-Comte. Au plan national, 5 milliards d'euros sont mobilisés sur 5 ans pour 222 villes.



Yvan **LOBJOIT**
DRAAF*

Agriculture

L'État soutient la compétitivité des exploitations agricoles, accompagne leur adaptation aux exigences environnementales et veille à la qualité des produits



Les aides aux exploitations agricoles se sont élevées à 720 M€ en 2018, notamment de la politique agricole commune. Plus particulièrement, l'État favorise les pratiques agricoles plus respectueuses de l'environnement et du bien être animal :

- 706 exploitations ont été subventionnées pour la mise aux normes et la construction de bâtiments d'élevage ;
- 3 600 exploitations ont reçu des aides pour les pratiques agroenvironnementales et l'agriculture biologique ;
- La filière volaille, particulièrement touchée par la liquidation de l'entreprise DOUX, a été directement accompagnée.



Projets alimentaires territoriaux

Ces projets, portés par des collectivités ou des associations, répondent aux objectifs de justice sociale, d'éducation alimentaire, de lutte contre le gaspillage et d'ancrage territorial de l'alimentation.

Trois projets ont été labellisés : le Collectif agricole de l'île d'Yeu, la légumerie 53 et ValOrise en Maine-et-Loire. Ces démarches sont soutenues à hauteur de 151 k€ par la DRAAF et l'ADEME.

Le risque de grippe aviaire et de peste porcine a été évité grâce aux actions de prévention et de contrôle de l'État, et aux financements des mises aux normes des élevages.



Le Grand Plan d'Investissement

Doté de 5 milliards d'euros sur 5 ans à l'échelle nationale, le volet agricole du GPI accompagne la transformation de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt et du bois, de la pêche et de l'aquaculture.

Il accompagne des projets concrets dans les territoires dès lors qu'ils répondent à la transformation de l'amont, à l'amélioration de la compétitivité de l'aval, à l'innovation et la structuration des filières. Le GPI a été lancé en Pays de la Loire le 22 novembre en présence d'Olivier Allain, ambassadeur de la déclinaison terrtoritoriale du GPI.

*SGAR : Secrétariat général pour les affaires régionales ; DREAL : Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ; DRAAF : Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DE LA RÉGION PAYS DE LA LOIRE



Protection de l'environnement et des ressources

Annick **BONNEVILLE**
DREAL*

L'Etat met en œuvre des politiques de protection et de valorisation de la nature et de la biodiversité, de transition énergétique et de prévention des risques naturels et technologiques



PROTECTION DES PERSONNES ET DES BIENS

Crues de juin 2018 en Pays de la Loire

Des précipitations importantes ont provoqué de graves inondations en juin, avec une forte implication de l'État dans la prévision des débits des cours d'eau, la gestion de crise et de l'après-crise. 227 communes ont été reconnues en catastrophe naturelle.

- 2 nouveaux territoires couverts par des plans d'action de prévention des inondations (PAPI) sur Nantes métropole (2,8 M€) et le val d'Authion (1,6 M€)
- 1 300 visites des installations classées pour la protection de l'environnement réalisées en 2018
- 51 visites de sécurité de digues et barrages

TRANSITION ENERGETIQUE



L'année 2018 est celle du plus grand nombre de logements rénovés sur le volet énergétique dans la région. 5 200 logements privés ont fait l'objet de rénovation énergétique.

L'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) a engagé 18,5 M€ pour la transition énergétique.

Trois importants projets de réseaux de chaleur ont vu le jour : à la Roseraie à Angers (49), à Donges (44) et au Grand Lucé (72).

En 2018, l'unité de valorisation énergétique des déchets du Mans Métropole a été modernisée.

EAU ET BIODIVERSITE

Enrayer la dégradation des masses d'eau

Seulement 11% des cours d'eau sont en bon état en région Pays de la Loire, région la plus dégradée du bassin Loire Bretagne. L'État, l'Agence de l'Eau Loire Bretagne (AELB) et les collectivités agissent pour améliorer la situation. Un nouveau plan d'actions régional "Nitrates" (PAR) est entré en vigueur le 1er septembre 2018. L'AELB a poursuivi son action de reconquête du bon état des eaux à hauteur de 73 M€.

Sauvegarder la biodiversité

Plus de 45 structures oeuvrant pour la biodiversité ont été soutenues à hauteur de 2,85 M€. L'État a accompagné la Région dans l'élaboration de la stratégie régionale de la biodiversité approuvée le 6 juin 2018.

Protection et lutte contre le trafic de civelles

La civelle est protégée à l'échelle internationale. Les Pays de la Loire représentent plus de la moitié de la production de civelles en France. L'action coordonnée des services a permis de démanteler des trafics internationaux sur cette espèce et de saisir des avoirs criminels d'un montant de 1,1 M€.



Mer et littoral

Guillaume **SELLIER**
DIRM NAMO*

Document stratégique de façade (DSF)

L'État a fixé pour la 1ère fois, dans un seul document, en concertation avec les collectivités territoriales et les acteurs concernés, des règles partagées pour une gestion partagées pour une gestion durable de la mer et du littoral de la façade Nord Atlantique-Manche Ouest. Le DSF sera validé à l'été prochain après une dernière phase de concertation.

Campagne de pêche 2017/2018

211 contrôles menés sur la flotte de pêche professionnelle dans le cadre du plan régional de contrôle des pêches maritimes.



Modernisation et rationalisation

Jean-Christophe **BOURSIN**
SGAR*

L'État poursuit sa modernisation dans le cadre du programme Administration Publique 2022

L'Etat se met "sur son numérique"



L'État vise à l'accessibilité en ligne de toutes les démarches administratives d'ici 2022. En Pays de la Loire, un réseau d' «ambassadeurs du numérique» accompagne les agents publics pour faciliter l'usage du numérique.



Les achats publics de l'État se modernisent

- En 2018, les services de l'État se sont mobilisés pour réussir la dématérialisation totale des marchés publics, en place depuis le 1er octobre. Cette évolution, qui va faciliter l'accès à la commande publique, en particulier pour les TPE-PME, s'appuie sur un effort constant de communication à destination des entreprises, notamment dans le cadre des assises régionales de la commande publique.
- Innovation et marchés publics : les marchés de l'État intègrent désormais des clauses d'insertion sociale et de lutte contre le décrochage scolaire.

Stratégie immobilière de l'État et rationalisation

- L'État a finalisé la stratégie immobilière de ses implantations en Pays de la Loire, avec l'objectif d'accompagner la transformation de l'action publique, de réaliser des économies et d'améliorer les conditions d'accueil du public et de travail des agents.
- Une opération emblématique : la livraison à horizon 2022 d'un nouveau bâtiment pour remplacer la Maison de l'administration nouvelle (MAN) à Nantes.

Une gestion publique toujours plus performante et économe

- La mise en œuvre d'un plan pluriannuel de maîtrise des dépenses du parc automobile.
- La mise en œuvre d'actions en faveur de l'environnement et d'une mobilité durable : sensibilisation à l'éco-conduite, initiation des agents à la conduite de véhicules hybrides et électriques, déploiement de bornes de recharge dans les services de l'État.

Près de 98 000 agents publics de l'Etat mènent leurs missions au plus près des usagers dont :

- 54 718 à l'éducation nationale
- 10 323 sur des missions de sécurité et de justice (police, gendarmerie et justice)
- 9 400 au service des autres politiques de l'État



Retrouvez les services de l'État en région Pays de la Loire
http://www.prefectures-regions.gouv.fr/pays-de-la-loire

Direction de la publication :
Claude d'Harcourt
Préfet de la région Pays de la Loire

Rédaction : Secrétariat général pour les affaires régionales des Pays de la Loire

Réalisation : Secrétariat général pour les affaires régionales des Pays de la Loire

Crédits photo : SGAR, DREAL, DIRECCTE, DRAC, Rectorat, DRDJSCS, DRDFE, DRAAF, DIRM NAMO, Service régional de la communication interministérielle

ISSN : en cours

Ce bilan est basé sur les chiffres connus au 20 décembre 2018.

*SGAR : Secrétariat général pour les affaires régionales ; DREAL : Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ; DIRM NAMO : Direction interrégionale de la mer Nord Atlantique-Manche Ouest